

Comité ATTAC 66



attac

Bulletin d'information n°22
juin 2004

Faire la fête avec Attac !

La liste des attaques gouvernementales contre un modèle de société égalitaire et solidaire n'est toujours pas close : les droits fondamentaux, l'accès aux soins, à la culture, à l'enseignement sont autant de thèmes visés par nos dirigeants en accord avec l'Accord Général sur le Commerce des Services.

Ces agressions se déroulent sur tous les fronts : local, national, international ; c'est désormais lisible dans notre quotidien et tout prochainement sur nos décomptes de remboursement de Sécurité sociale et sur les tarifs des mutuelles pour ceux qui pourront encore s'en offrir une !

Attac mène une lutte fondamentale contre le libéralisme et les vagues de privatisation qui en sont les corollaires.

L'Organisation Mondiale du Commerce tente d'anéantir les droits des citoyens et des travailleurs, instrumentalise leur existence au service d'intérêts privés, cherche à les diviser pour supprimer toute tentative de réponse collective au démantèlement des services publics qui structurent notre démocratie.

Leila Shahid, porte-parole des Palestiniens en France, venue nous rencontrer à Perpignan le 27 mai dernier nous affirmait :

« Travaillez ensemble, la force c'est l'unité ! »

Oui, travaillons tous ensemble pour faire reculer le gouvernement français, les multinationales et leurs actionnaires, travaillons pour donner force à l'Europe sociale, l'Europe que nous voulons et dont nous déciderons par la voie des urnes.

Travailler, lutter, résister... mais aussi se divertir en nous retrouvant :

samedi 19 juin 2004 à partir de 14.00 heures à Alenya

Ce sera pour nous tous l'occasion d'échanger et de redonner sens aux valeurs associatives.

Au programme :

- 14.00 heures : ouverture du forum associatif
exposition photos de Tarek Charara témoin de la vie quotidienne dans le camp de réfugiés palestiniens de Chatila
- 16.00 heures : conférence-débat sur le thème de la Santé
- 19.00 heures : apéro musical avec la Fanfarfelue
- 20.00 heures : repas tiré du sac
- 21.00 heures : concert avec les Free Roots (reggae)

Venez nous retrouver, échanger, discuter !

Brigitte Mortier

Nos coordonnées : Attac 66, 52 rue du maréchal Foch, 66 000 Perpignan.

Site web : <http://www.local.attac.org/attac66/>

Adresse mail : Attac66@attac.org

Téléphone : Jean Tosti, 04 68 84 13 14

Réunions : tous les premiers et troisièmes mardis du mois, à 19 heures, Maison des associations (52 rue Foch)

Sécu : urgente mobilisation

Claude Bégué, Attac 66

Depuis plusieurs mois Attac alerte sur les dangers de la prétendue « réforme » de l'assurance-maladie. Aujourd'hui, le gouvernement dévoile ses plans. Alors ?

Remplacez le mot « retraites » par le mot « sécurité sociale », et vous aurez le scénario-bis du film catastrophe du tandem Chirac-Raffarin !

Par rapport à la dramatisation préalable et au matraquage médiatique sur la « faillite » du système de protection sociale, les mesures de Douste-Blazy pourraient apparaître comme « sauvant l'essentiel ». Mais ne nous y trompons pas : s'ils sauvent la sécu comme ils ont sauvé les retraites ou les intermittents, il y a du souci à se faire !

La logique sous-jacente aux mesures prises est claire : éviter de désigner les vrais responsables du prétendu trou de la sécu et faire croire que ce seraient les assurés, coupables de surconsommation effrénée. D'où les mesures annoncées : augmentation de la CSG pour les assurés et les retraités, paiement d'un euro pour chaque consultation, augmentation du forfait hospitalier. Bonne idée que le dossier médical, mais s'il reste confidentiel et non, comme c'est prévu, si les informations sont partagées avec les complémentaires et donc accessibles aux assurances et, pourquoi pas, aux employeurs.

Et ceci n'est que la partie visible, médiatisée du plan. La nouvelle « gouvernance », très compliquée, dévoile les vrais enjeux :

- Une haute autorité composée de douze « sages » désignés par le gouvernement sera chargée de recommander « ce qui doit être sorti des actes et prestations pris en charge ».
- Les caisses des trois régimes (général, agricole, commerçants-artisans), regroupées dans une *union nationale des caisses* (UNCAM) seront dirigées par un « conseil d'orientation » qui comprendra des salariés et des employeurs désignés (et non élus).
- Ce conseil sera lui-même complété par une *union des organismes de protection complémentaire* (mutuelles-prévoyance, assurances) qui sera « associée aux décisions pour fixer les taux de remboursement ».

Pas étonnant que le Medef annonce son retour dans les C.A puisque ce nouveau système signe la mort de la sécu ! Dans le nouveau système, l'État jouera les arbitres, et laissera organismes complémentaires et assurances se partager le gâteau (400 milliards d'euros).

La privatisation rampante des systèmes de soins n'est pas une fatalité, mais un choix de société imposé par la logique du profit. Pour l'OMC (Organisation mondiale du commerce), les services, et en particulier les services de santé, doivent être régis par la loi du marché. Dans ce cadre, l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) a pour but de briser les systèmes de protection sociale.

C'est l'enjeu de la contre-réforme libérale. L'urgence de la mobilisation est évidente pour éviter une nouvelle régression sociale. Après les manifestations du 5 juin, poursuivons la mobilisation en créant partout des collectifs de défense de la sécurité sociale et du droit à la santé.

Sans papiers : une situation de plus en plus critique

Jean Delvalle Attac 66

Alors ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy avait promis un examen avec « humanisme et pragmatisme » de la question des sans papiers. Nous connaissons la suite :

- Retour aux lois Pasqua-Debré, sanctionnant le délit d'accueil ou de solidarité avec les étrangers en situation irrégulière.
- Allongement de la durée de rétention administrative de 12 à 60 jours.
- Développement de nouveaux lieux de rétention non accessibles à la Cimade et extension des « zones d'attente » au-delà des ports et aéroports.
- Reprise des charters dès le 3 mars 2003.

Après vingt mois de lutte aux côtés du collectif des sans papiers, le comité de soutien, dont attac 66 est membre, se réduit à quelques individus, toujours les mêmes : nous ne pouvons que constater le manque de mobilisation de l'opinion publique, mais aussi de nos propres organisations. Pourtant nous n'avons pas ménagé nos efforts. Les manifestations, les fêtes (la dernière a eu lieu le 24 avril dernier à Cabestany) ont été des points positifs.

Dans les P.-O., la préfecture a toujours refusé de recevoir les représentants des sans papiers. Refus très clair de reconnaître comme interlocuteurs ces femmes et hommes qui se battent dignement pour obtenir des droits, en particulier dans le monde du travail où ils sont exploités, victimes privilégiées de la mondialisation libérale.

Quoi qu'il en soit, nous avons un sentiment d'amertume en comparant la mobilisation vécue voilà neuf ans (dans une situation totalement différente il est vrai) : le 18 mars 1996 des dizaines d'hommes sont sortis de l'ombre en occupant l'église Saint-Ambroise à Paris pour exiger le droit de vivre dans la dignité, soutenus par des milliers de citoyens.

Aujourd'hui les sans papiers retournent dans l'ombre, mais ils sont toujours là. Le problème reste posé sans réponse de notre part. Cependant, des gestes de solidarité nous redonnent de l'espoir : à Paris, des parents d'élèves se mobilisent pour soutenir des familles tchéchènes dont les enfants, scolarisés depuis des mois, vont être renvoyés en Autriche, internés en camp, puis probablement expulsés vers la Tchétchénie, où ils risquent pourtant leur vie.

Un exemple à méditer !

Les Sans rien

Renée Lavallée Attac 66

Les Sans Rien forment un collectif de résistance active qui veut faire savoir que la précarité et la misère sont autre chose que des statistiques.

Les membres de ce réseau refusent l'humiliation et la honte. Ils n'acceptent plus de rester silencieux et invisibles. La colère et le désespoir les ont remis debout pour frapper à la porte des élus avec une liste de revendications comme l'arrêt des expulsions, la gratuité des transports, des formations qualifiantes, etc...

La fondatrice de ce mouvement, Fabienne Juvet, nous a rendu visite au cours d'un petit tour de France dont l'objectif était de faire connaître son réseau et de susciter des initiatives de soutien.

Secrétaire commerciale dans une banque près de Bordeaux, son histoire est représentative de la façon dont on « tombe » dans la précarité : accident du travail, perte de la mobilité du poignet, donc de la rapidité de frappe, et licenciement pour inaptitude au travail. Âgée de 44 ans, elle a travaillé 25 ans et ne dispose que du RMI et du

SMIC de son compagnon pour élever quatre enfants !

Consciente d'être victime d'une injustice de la société, elle a décidé de se battre pour elle et pour tous ceux qui n'ont pas son énergie. Elle a créé un site, et une radio, la Clé des ondes, lui a ouvert son antenne. Grâce à son charisme et à sa sincérité, elle a obtenu l'aide de certains partis politiques pour son voyage.

A Paris elle a été reçue par le chef de cabinet de M. Borloo. On l'a écoutée avec « bienveillance ». Libération lui a consacré un article, Marcel Trillat, reporter à Fr.2, lui a donné un rendez-vous pour recueillir son témoignage qui paraîtra peut-être dans le prochain documentaire qu'il prépare sur la précarité.

Elle veut hurler que s'ils n'ont rien, ils sont toujours des citoyens et peuvent exprimer leur désarroi par leur vote. Or ils sont 11 millions : leur force c'est le nombre. Ils ne mourront pas ou du moins pas en silence :

« Plus nous serons nombreux à nous reconnaître dans ce mouvement de résistance, plus nous serons écoutés et mieux armés pour défendre nos droits »

Fabienne Juvet, tél : 06 64 24 10 28, e-mail : sansrien33@aol.com
Adresse postale : SansRien, la Clé des ondes, 71, cours Edouard Vaillant, 33000 Bordeaux

Forum des initiatives locales à Prades

Sophie d'Arthuys, Attac 66

Trop de choses à dire sur le Forum des Initiatives Locales qui s'est tenu à Prades le 8 mai. Aussi, je me tiens à la disposition de tous ceux qui le souhaitent pour développer plus longuement les points forts de la préparation et de la journée.

Nous étions encore tout étonnés à la réunion de bilan. Nous avons beaucoup travaillé en amont, en collectif et en commissions, et les liens que nous avons tissés entre nous ont rendu la journée, au dire de tous, "légère, conviviale et gaie".

La clarté de nos objectifs, que nous avons longuement expliqués avant et pendant la journée et l'idée du forum "non marchand", ont impressionné les participants et les médias. Nous étions

encore 200 à la soupe à l'oignon du soir.

Aujourd'hui, des projets se poursuivent, parmi ceux-ci :

- Le journal créé pour le forum va continuer et nous voudrions installer un kiosque d'informations régulièrement sur le marché de Prades.

- Un collectif poursuit la conférence de Raoul Jennar en faisant signer une pétition pour exiger un référendum sur la constitution européenne.

- Plusieurs personnes vont s'associer à l'Association pour la Laïcité en Conflent, et l'équipe des Ciné-rencontres, pour développer un volet "films documentaires".

- Un autre collectif se penche sur les stratégies locales concernant la chaîne de l'alimentation : installations de nouvelles exploitations agricoles, alternatives à la réforme de la P.A.C., cantines scolaires...

- Un collectif cherche un lieu pour s'installer et développer son travail sur le moteur à eau et le moteur à huile.

- L'idée d'ateliers créatifs est née grâce à la rencontre entre artistes locaux.

- La commission "vie dans la cité" a posé les panneaux de sa charrette à la médiathèque et réfléchit à la restitution de toutes les observations recueillies.

- Une commission travaille sur la notion de consensus et sur l'élaboration de statuts que nous pourrions nous donner et qui reflèteraient notre fonctionnement en collectif.

- La commission santé est surprise d'avoir constaté à quel point les personnes qui se sont approchées de stands se sont dits désemparés et à la recherche d'informations sur la santé.

Nous nous retrouverons pour pique-niquer le samedi 26 juin à 12 h dans la prairie de Saint Michel de Cuxa. Tous ceux qui le souhaitent sont les bienvenus.

Une situation de crise ?

Jean Tosti, Attac 66

Si les élections européennes ne passionnent pas les foules, ce qui est d'ailleurs regrettable, leur préparation a mis pas mal d'animation au sein d'Attac, avec la présentation brutale et inattendue de listes 100 % altermondialistes, dont on a très vite compris qu'elles étaient soutenues par Bernard Cassen et Jacques Nikonoff, autrement dit notre président d'honneur et notre président.

Petit historique

Tout commence le 18 avril, avec la publication d'un message électronique de Christophe Ventura, salarié d'Attac, responsable avec Bernard Cassen des questions internationales au sein de l'association. Dans ce message, Christophe Ventura annonce qu'il va se présenter aux élections européennes sur des listes appelées 100 % altermondialistes. Très vite, on apprend que d'autres membres d'Attac figureront sur ces listes, dont un appartenant au bureau national.

La réaction de nombreux membres du bureau est très vive, une protestation commune étant signée par les trois vice-présidents (Susan George, François Dufour et Gus Massiah) et cinq autres membres du bureau. La presse s'empare de l'affaire, les comités locaux multiplient les messages de protestation, tandis que les listes 100 % dévoilent leur programme électoral : trois textes entièrement copiés sur les propositions faites par le conseil scientifique d'Attac.

Les choses vont s'apaiser lors de la réunion d'un nouveau conseil d'administration extraordinaire le 15 mai. Un texte, adopté à l'unanimité, exprime le désaccord de l'association avec l'initiative des listes 100 % alter, et rappelle qu'Attac n'a pas pour vocation de participer aux joutes électorales ou de soutenir tel ou tel candidat. La CNCL (conférence nationale des comités locaux), le 23 mai, exprime à son tour la condamnation quasi-unanime des listes 100 % alter et de ceux qui les ont aidées à voir le jour.

Dernier épisode : le 27 mai, les listes 100 % annoncent qu'elles ne déposeront pas leur candidature, mettant ainsi un terme, du moins pour l'instant, à cette situation rocambolesque.

Que faire ?

Il semble bien que la direction d'Attac veuille jouer un rôle politique plus important, notamment sur le plan électoral. En se retirant de la compétition des européennes, les représentants des listes 100 % précisent qu'ils ont ouvert une brèche, et que dès la mi-juin ils ont l'intention de mettre sur pied un nouveau mouvement politique.

L'idée de trouver un débouché politique à notre action n'est pas en soi forcément condamnable, encore faut-il en avoir discuté sur le fond, ce qui n'est absolument pas le cas. Ni les membres du bureau et du CA, ni a fortiori les adhérents de la base n'ont été consultés.

La plupart d'entre nous, en adhérant à Attac, ne souhaitons pas que notre mouvement soit impliqué directement dans la politique électorale, et c'est toujours le cas. Nous voulons qu'Attac soit quelque chose de différent, regroupant autour de propositions claires tous les altermondialistes, membres ou non de partis politiques. Un autre monde est possible, construisons-le ensemble, y compris au sein de notre association.

Le premier combat à mener au sein d'Attac, c'est certainement celui de la démocratie. Certes, nous le savons depuis le début, les statuts de l'association ne sont pas démocratiques, n'accordant que trop peu de place aux comités locaux. Nous l'avons accepté en adhérant à Attac, pensant que la démocratie était plus une affaire de comportements que de statuts. Ce n'est hélas pas le cas, et une réforme de nos statuts s'impose, accordant une réelle représentation aux comités locaux.

Le second combat, c'est d'imposer que notre association revienne à ses fondamentaux, qui sont sa raison d'être : instauration d'une taxe Tobin sur la spéculation monétaire, lutte contre l'argent sale et les paradis fiscaux, dénonciation des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI), de l'OMC et de l'OCDE, suppression de la dette du tiers-monde etc... Bien entendu, le retour à ces fondamentaux n'exclut pas la participation d'Attac aux luttes nationales et locales.

Pour qu'Attac prenne une nouvelle dimension, nous avons besoin, comités locaux, d'être plus unis, de mieux communiquer entre nous, de nous exprimer plus souvent que lors des CNCL (conférences nationales des comités locaux, réunies 3 ou 4 fois par an). Attac 66 s'engage à aller dans cette voie. L'avenir d'Attac dépend de chacun d'entre nous.

AGCS : de nouvelles communes se prononcent

Le combat contre l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) continue. Depuis la parution de notre dernier bulletin, trois nouvelles municipalités ont signé une délibération mettant leur commune hors-AGCS : Latour-de-France, Rabouillet, Saint-André. Les choses semblent également en bonne voie à Bompas.

Rappelons aussi que le nouveau Conseil régional a décidé de placer la région Languedoc-Roussillon hors-AGCS.

Vos prochains rendez-vous avec Attac

Mardi 15 juin : Conseil départemental d'Attac 66, 19 heures, Maison des Associations (réunion ouverte à tous).

Vendredi 18 juin : *La sécu est en danger*. Débat sur la santé à 20 h 30 au Club-House, à Prades. Ce débat pourrait déboucher sur la création d'un collectif « Santé », comme il en existe déjà sur le plan départemental et à Céret.

Samedi 19 juin : Fête d'Attac 66

Deuxième édition de notre fête, qui aura lieu, comme la première, au parc municipal d'Alenya à partir de 14 heures. Le programme :

14.00 heures : ouverture du forum associatif. Exposition photos de Tarek Charara témoin de la vie quotidienne dans le camp de réfugiés palestiniens de Chatila

16.00 heures : conférence-débat sur le thème de la Santé

19.00 heures : apéro musical avec la Fanfarfelue

20.00 heures : repas tiré du sac

21.00 heures : concert avec les Free Roots (reggae)

Associations, syndicats et partis qui tiendront un stand et proposeront éventuellement des discussions :

Appel des Cent pour la paix, Artisans du Monde, Attac Figueres, Biocoop, Collectif Femmes des P-O, Collectif des Sans-papiers, France-Palestine, La Ligue des Droits de l'Homme, Le MRAP, Les Amis du Monde diplomatique, Mouvement de la Paix, Sortir du Nucléaire, Vallespir Terres Vivantes.

Confédération Paysanne, FSU, Solidaires (Sud Education, Sud Santé Sociaux, Sud Etudiant).

LCR, Les Verts, Le Travailleur catalan.

Renouvellement de cotisation

Les tarifs pour l'année 2004 sont les suivants, en fonction des tranches de revenu mensuel. Pensez à renouveler votre cotisation si ce n'est déjà fait. Les tarifs :

- de 0 à 900 euros : 17 euros
- de 900 à 1600 euros : 36 euros
- de 1600 à 2300 euros : 43 euros
- de 2300 à 3000 euros : 50 euros
- au-delà de 3000 euros : 59 euros.

Pour régler votre cotisation, adressez-nous le plus rapidement possible un chèque à l'adresse suivante :

Attac 66, Maison des associations, 52 rue Foch, 66000 Perpignan.

